<p style="text-align: center;">PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 JUIN 2025</p>

L'an deux mille vingt-cinq, le quinze du mois de juin à dix heures, le Conseil Municipal de la Commune de St Pal de Senouire, s'est réuni en session ordinaire au lieu habituel des séances, après convocation légale sous la présidence de : Alain FOUILLIT, Maire.

Date de convocation : 9 juin 2025

Présents : Alain FOUILLIT, Claude TISSEUR, Gilles VESSAYRE, Annie FILAIRE, William Malfant, Christian MARGERIT, Gérard FOUILLIT, Jean-Marc ROUX

Absents excusés : William Malfant

Absents : -

Procurations : William Malfant pour Alain FOUILLIT

Secrétaire de séance : Annie FILAIRE

Monsieur le Maire constate que le quorum est atteint et déclare la séance ouverte et donne lecture de l'ordre de jour.

Le conseil municipal, à l'unanimité,

I/ Désigne Annie FILAIRE en qualité de secrétaire de séance, conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

II/ Fonctionnement du conseil municipal : approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 9 avril 2025

Vu le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 9 avril 2025,

Où cet exposé et après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- **APPROUVE** le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 9 avril 2025.

III/ CESSION RIS

Le maire fait lecture du mail d'information reçue du département concernant la cession à l'euro symbolique, avec dispense de versement, des Relais Information Service aux communes.

IV/ Adhésion à l'ANEM

L'Association nationale des élus de la montagne (ANEM), créée en 1985, représente les collectivités de montagne (communes, intercommunalités, départements, régions) auprès des pouvoirs publics pour obtenir la mise en œuvre d'une politique de développement de ces territoires, comme l'engagement en a été pris dans la loi Montagne.

L'ANEM travaille par ailleurs avec toutes les associations d'élus ainsi qu'avec tous les organismes associatifs et socioprofessionnels de la montagne et contribue à assurer la synergie des efforts, jouant ainsi un rôle pivot pour fédérer les montagnards et défendre l'avenir des territoires et des populations de montagne.

L'ANEM a statutairement pour objectif de faire reconnaître pleinement l'identité montagnarde, de mieux faire comprendre et prendre en compte sa spécificité, de réduire les disparités, de renforcer la solidarité nationale à l'égard de ces territoires.

La commune étant classée en zone de montagne, son adhésion à l'ANEM est possible.

L'adhésion donne lieu à une cotisation annuelle comportant une part fixe et une part variable qui est fonction de la population et du nombre de résidences secondaires.

Le Conseil municipal,

Sur proposition de Monsieur le maire

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le classement en zone de montagne de la commune,
Vu le courrier et l'appel à cotisation de l'ANEM,

Considérant l'intérêt pour la commune de faire entendre sa spécificité montagnarde auprès des pouvoirs publics, d'apporter ses réflexions pour trouver ses solutions durables à ses problématiques et de bénéficier d'une expertise spécifique ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE d'adhérer à l'Association nationale des élus de la montagne

Article 2 : DECIDE d'inscrire chaque année les crédits nécessaires correspondant à la cotisation annuelle de la commune

Article 3 : DIT que pour l'année 2025, le montant de la cotisation s'élève à 97.15 EUR

Article 4 : AUTORISE le Maire à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

V / Fixation du nombre et de la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté des rives du Haut-Allier dans le cadre du droit commun

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-6-1 ;

Le Maire rappelle au conseil municipal que la composition de la communauté sera fixée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Ainsi, la composition du conseil communautaire de la communauté des rives du Haut-Allier pourrait être fixée,

à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux :

- selon un accord local permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle

à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :

- être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
- chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
- aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,

- la part de sièges attribués à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté doivent approuver une composition du conseil communautaire de la communauté respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes. De telles délibérations devront être adoptées au plus tard le 31 août 2025 par la majorité des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la communauté.

- à défaut d'un tel accord constaté par le Préfet au 31 août 2025, selon la procédure légale [droit commun], le Préfet fixera à 84 sièges [droit commun], le nombre de sièges du conseil communautaire de communauté, qu'il répartira conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Au plus tard au 31 octobre 2025, par arrêté préfectoral, le Préfet fixera la composition du conseil communautaire de la communauté, conformément à l'accord local qui sera conclu, ou, à défaut, conformément à la procédure légale.

Le Maire indique au conseil municipal qu'il a été envisagé de proposer le droit commun pour la répartition des sièges du conseil communautaire.

Population Totale 16 416	Accord local 25%
Nombre de communes 60	Maximum de sièges 96
Sièges initiaux (art. L.5211-6-1 du CGCT) 77	Sièges distribués 84
Sièges de droit commun 84	Sièges n'ayant pas pu être distribués 12

Commune	Population	Répartition de droit commun
Langeac	3433	12
Saugues	1664	6
Mazeyrat-d'Allier	1426	5
Paulhaguet	855	3
Siaugues Sainte Marie	827	3
Saint-Georges-d'Aurac	473	1
Chanteuges	408	1
Venteuges	341	1
Salzuit	333	1
Vissac Auteyrac	300	1
Couteuges	286	1
Villeneuve d'Allier	281	1
Chavaniac-Lafayette	270	1
Lavoûte-Chilhac	255	1

Thoras	235	1
Cerzat	212	1
Saint Didier sur Doulon	196	1
Saint Arcons d'Allier	191	1
Mazerat Aurouze	190	1
Grèzes	184	1
Pinols	183	1
Aubazat	177	1
Chanaleilles	173	1
Chilhac	173	1
Domeyrat	173	1
Saint Privat du Dragon	166	1
Saint Cirgues	164	1
Chassagnes	158	1
Cubelles	153	1
Mercoeur	148	1
La Chomette	147	1
Jax	143	1
Blassac	129	1
Esplantas-Vazeille	127	1
Ally	124	1
Chastel	116	1
Pébrac	115	1
Saint-Préjet-Armandon	110	1
Saint-Pal-de-Senouire	109	1
Saint-Eugénie-de-Villeneuve	107	1
La Besseyre-Saint-Mary	102	1
Saint-Bérain	90	1
Josat	82	1
Ferrussac	76	1
Collat	74	1
Prades	72	1
Cronce	70	1
Charraix	67	1
Tailhac	63	1
Desges	56	1
Saint-Julien-des-Chazes	54	1
Montclard	53	1
Saint-Austremoine	52	1
Auvers	48	1
Berbezit	44	1
Vals Le Chastel	39	1
Sainte Marguerite	37	1
Chazelles	32	1
Varennes Saint Honorat	26	1
Arlet	24	1

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **Décide** la répartition de droit commun tel que présenté ci-dessus
- **Autorise** M. Le Maire à faire toutes les démarches utiles à l'aboutissement de ce dossier

VI / Réunion publique avec la CCRHA

Une réunion publique a été demandée à la CCRHA en présence de M Beaud afin de faire remonter les remarques concernant les augmentations.

Les communes de Berbezit, Collat, Jax, Montclard, Sainte-Eugénie-de-Villeneuve, Saint-Préjet-Armandon et Varennes-Saint-Honorat souhaitant également organiser une réunion publique sur la REOM , le Président propose de réunir les 8 communes courant juillet sur notre commune.

Nous attendons la date.

VII / Licence IV et permis d'exploitation

Monsieur le maire informe le conseil que la licence IV appartient désormais à la commune et qu'afin de pouvoir l'exploiter, une personne doit passer le permis d'exploitation.

Vu l'obligation de passer le permis d'exploitation pour pouvoir utiliser la licence IV ;

Vu la candidature du 2^{ème} adjoint également membre du comité des fêtes ;

Considérant que c'est une nécessité d'avoir un exploitant pour la fête patronale afin de prolonger la validité de la licence de 5 ans ;

Les membres du conseil, après en avoir délibéré :

- Approuve la candidature du 2^{ème} adjoint
- Accepte de financer la formation
- Autorise M. Le Maire à faire toutes les démarches utiles à l'aboutissement de ce dossier

VIII / CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION LICENCE IV ASSOCIATIONS COMMUNALES

Le conseil décide de mettre à disposition la licence IV pour les associations de la commune via un contrat de jouissance, à l'euro symbolique avec dispense de versement sous réserve qu'une personne de ces associations ait le permis d'exploiter

IX / VENTE SECTION COMBRES / MISSONIER

En raison de l'article L.2131.11, Alain Fouillit, intéressé à l'affaire, n'a pas participé à la délibération et a quitté la salle.

M. le 2^{ème} Adjoint rappelle les résultats de la consultation d'électeurs qui s'est déroulée le 10 mars de 14 heures à 16 heures en Mairie de Saint Pal de Senouire suite à l'arrêté de M. le Maire de Saint Pal de Senouire en date du 19 février 2025.

A la question « Donnez-vous votre accord pour la vente à Mme LACHARME ou ses ayants droit de la parcelle AC151 du village de Clersanges », sur treize inscrits, 13 électeurs ont participé au scrutin, 12 se sont prononcés pour la vente et 1 contre.

Après délibération, au vu des résultats de la consultation :

Le Conseil Municipal décide de suivre l'avis de la majorité des électeurs du village de Clersanges et d'autoriser la cession de la parcelle AC151, bien de la section du village de Clersanges, à Mme LACHARME ou ses ayants droit.

Le Conseil Municipal décide de :

- Fixer le prix de vente à 1.00 € le m² ;

Le maire est autorisé à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier, notamment le document d'arpentage, les actes de ventes, etc...

XI / REGULARISATION SITUATION BIEN DE SECTION COMBRES / MISSONNIER

Le maire rappelle que le notaire nous indique qu'il est nécessaire de régulariser la situation concernant les parcelles AV 39 et AV 40 actuellement occupés par la famille MISSONNIER. Il est rappelé que depuis plus de 40 ans, la famille MISSONNIER paye la taxe foncière sur ces parcelles.

Il est proposé de procéder par acte administratif.

Monsieur le maire prend contact avec la famille MISSONNIER. Le conseil se réunira ensuite afin de déterminer la date de consultation d'électeurs ainsi que les modalités.

XII / Demande remise en état compteur

Vu l'existence d'un compteur ;

Vu la nécessité de modifier l'emplacement afin de le mettre en limite de voie publique;

Le conseil décide de proposer la refacturation du matériel au prix d'achat (la main d'œuvre étant effectuée par l'employé communal).

Le conseil souligne que les travaux pour amener l'eau à l'habitation reste à la charge du propriétaire.

Il est aussi à rappeler que la mise en eau implique que le propriétaire se verra facturé l'assainissement collectif.

XIII / RECLAMATION REOM RAVEL ARDAILLON

Le maire fait lecture du mail reçu de la CCRHA concernant une réclamation reçue pour la REOM.

Il s'agit d'une succession, la maison étant vide, il est décidé de se prononcer en faveur d'une exonération.

XIV / RETRAIT DE LA COMMUNE DE VALS LE CHASTEL DE LA CCRHA

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 5211-19

Vu la délibération du conseil communautaire du 19 février 2025 acceptant ce retrait

LE CONSEIL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE DE :

- Autoriser le retrait de la commune de Vals le Chastel de la communauté de communes des rives du Haut Allier.

XV / CHANGEMENT COMPTEUR DE PRODUCTIONS EAU

Le 2^{ème} adjoint informe le conseil municipal que les compteurs de production eau ont été changés fin février par le SGEB.

A la suite de ce changement, les têtes émettrices permettant le suivi et contrôle des compteurs à distance doivent être changées.

Un devis a été demandé à CEGELEC, le 2^{ème} adjoint doit refaire le point sur celui-ci au niveau du coût de la main d'œuvre.

XVI / DEVIS MISE EN VAMOUR EGLISE

Un devis a été demandé pour la mise en valeur de l'église à un artisan de la commune. Ce devis est validé par l'ensemble du conseil municipal.

XVII / MISE EN PLACE BENNE ENCOMBRANTS VIA LA CCRHA

La CCRHA nous informe de la possibilité de mise à disposition d'une benne pour la ferraille et les encombrants.

Le conseil municipal s'interroge sur le fait que la mise à disposition soit refacturée à la commune.

Dans un premier temps, il est décidé de vérifier auprès de la CCRHA le coût et ensuite de faire le point auprès des administrés sur leurs besoins.

XVIII / STATION D'EPURATION

Le SGEB a procédé aux travaux d'entretien de la station d'épuration début avril.

XVII / ARBRES SUR VOIRIE COMMUNALE SECTEUR CLERSANGES

Un courrier a été adressé aux propriétaires des arbres tombés sur les voiries communales dans le secteur de Clersanges afin de les débarrasser dans un délai d'un mois.

XVII / DISPARITION SUR LA COMMUNE

Une administrée a été portée disparu durant deux jours sans que la municipalité n'ait été mise au courant par les forces de l'ordre. Le maire regrette ce manque de communication.